

La fnic cgt et le syndicat CGT/Pétroplus Petit-Couronne communiquent



Montreuil, le 17 avril 2013.

La raffinerie et ses salariés sacrifiés par irresponsabilité politique face aux intérêts des majors pétroliers

Le Tribunal de Commerce de Rouen (76) a rejeté, hier le 16 avril 2013, l'ensemble des propositions de reprise de la raffinerie et a confirmé la liquidation et le licenciement des 450 salariés organiques et, par voie de conséquence, la destruction des centaines d'emplois induits et de sous-traitance, attachés à l'activité de cette raffinerie. Le tribunal a fait le « *sale boulot* » du patronat et du gouvernement.

Cette fermeture, après celles de Total Flandres (62), de Pétroplus Reichstett (62), d'une distillation atmosphérique à Total-Normandie (76) et de l'arrêt de Lyondellbasell-Berre (13), **place la France en situation de sous capacité d'unités de raffinage (66 MT de pétrole brut traités sur 70 MT de capacités) par rapport à son marché intérieur (77 MT).**

Les pétroliers et les gouvernements successifs confirment qu'ils ont fait le choix de rendre le pays sous capacitaire et dépendant de l'importation des produits raffinés au détriment de l'emploi comme le confirment les chiffres suivants :

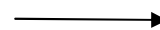
⇒ Les **importations de gazole** s'élèvent à 18,1 MT contre 14,7, en 2007 sur les 41,5 MT de produits raffinés, toutes catégories confondues, importés.

La CGT condamne fermement cette irresponsabilité politique, qui au-delà de l'emploi se soldera par une dépendance accrue aux lois du marché spéculatif des produits pétroliers, conduisant à une augmentation drastique des prix à la pompe.

La CGT dénonce la mascarade à laquelle se sont livrés les responsables politiques au pouvoir devant les salariés de Pétroplus en lutte et leur complicité avec les majors pétroliers représentés par l'UFIP ; L'UFIP, qui aujourd'hui se félicite d'avoir fait remonter leurs marges de raffinage européen grâce à ses fermetures de raffineries.

La CGT, à l'origine de la table ronde sur le raffinage, **rappelle que**, lors de cette dernière, **il a été démontré qu'un plan d'investissements de 2,2 milliards d'euros au plan national permettrait de réduire notre dépendance aux importations de gazole, de moitié.** Aucune mesure n'a été prise par les gouvernements successifs, pour contraindre les pétroliers à la mise en œuvre et encore moins à la taxation des produits raffinés importés de pays non soumis aux mêmes règles sociales et environnementales.

La **Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT (FNIC-CGT)** tient à **saluer l'exemplarité de l'intersyndicale de Pétroplus/Petit-Couronne et de son syndicat CGT dans cette lutte menée avec le soutien de l'ensemble des salariés organiques et sous-traitants du site.**



Ce sont eux qui sont allés chercher des repreneurs face à des dirigeants absents et des à politiques démagogues confondant, comme M. Montebourg, plaidoiries et attentes sociales.

C'est encore la CGT et les salariés mobilisés depuis 18 mois, qui sont allés chercher les moyens financiers pour leur permettre aujourd'hui de prétendre à un plan social d'accompagnement.

La CGT rappelle qu'en janvier 2011, les caisses de Pétroplus étaient vides et que les dirigeants suisses étaient aux abonnés absents. Si nos camarades en lutte de Petit-Couronne n'ont pas obtenu le redémarrage de l'usine, ils peuvent se féliciter d'avoir récupéré leur dû dans de telles circonstances.

La CGT, par ce communiqué, appelle chaque salarié du raffinage à une prise de conscience, car demain ils seront les prochains sacrifiés, s'ils restent passifs face à cette situation.

Certaines organisations syndicales n'ont pas hésité à tout faire pour casser les appels à la grève, lancés par la CGT dans la branche pétrole, en soutien avec les salariés de Pétroplus et, au-delà, pour l'avenir du raffinage.

La négociation de salon, l'attentisme, l'accompagnement des politiques patronales, à l'image de l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2013 (ANI), conduisent inexorablement à la perte des conquêtes sociales et des emplois.

Que l'on soit, aujourd'hui, salarié Total, Inéos ou ExxonMobil, il n'y aura pas de salut individuel, sans une action collective des salariés du raffinage !

La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT continuera à tout mettre en œuvre pour défendre un raffinage au service des intérêts économiques et sociaux.

Nos camarades de Pétroplus Petit-Couronne n'ont pas à rougir de leur lutte, bien au contraire ! La décision du Tribunal de Commerce de Rouen confirme l'analyse de la CGT, concernant cette institution tenue par les patrons et par définition juge et partie. La CGT maintient que la raffinerie de Pétroplus Petit-Couronne est nécessaire au tissu industriel national et qu'il est notamment, en matière d'énergie, de la responsabilité du pouvoir politique en place de prendre ses responsabilités. La CGT appelle le gouvernement à la raison en prenant une mesure immédiate de nationalisation, même temporaire, de cette raffinerie.

Les heures sont comptées !

CONTACT PRESSE : Charles FOULARD—06 25 50 48 04